

COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 16 décembre 2020

Postulat de Léonore Porchet:

L'État doit fournir gratuitement les produits menstruels



De l'exposition „Nicht Nur Blut“ de Jana Erny et Caroline Misteli

Plus de la moitié de la population suisse a ses règles entre l'adolescence et la ménopause. Mois après mois, les coûts pour les serviettes et les tampons deviennent vite élevés. Selon Caritas, déjà avant la crise du Corona, 1,2 million de personnes en Suisse vivaient au seuil de pauvreté, les femmes étant plus particulièrement touchées. "C'est donc le bon moment pour débattre publiquement de la question et l'aborder au niveau politique", estime Léonore Porchet, Conseillère nationale vaudoise et présidente de SANTÉ SEXUELLE SUISSE. Elle soumet un postulat qui met en évidence la précarité menstruelle en Suisse, et qui vise à proposer des mesures pour garantir l'accès à des produits menstruels gratuits à toutes les personnes ayant leurs règles et qui en aurait besoin.

Pour les filles, les femmes, mais aussi pour les personnes non binaires et les hommes trans – en somme, toutes les personnes à faible revenu qui ont leurs règles, l'achat coûteux de produits menstruels est une charge financière. Ces articles répondent à un besoin de base, au même titre que le papier toilette ou le savon, disponibles gratuitement dans les toilettes publiques.

La mise à disposition gratuite de produits menstruels évite aux personnes en période de menstruation le stress lié aux taches de sang, la mise à l'écart sociale, et certaines situations désagréables, voire même dangereuses, si elles doivent remplacer ces produits par d'autres matériaux moins hygiéniques. En particulier, des mesures d'accessibilité aux produits menstruels devraient être proposées pour les écoles et les lieux de formation. En effet, il est important que les écolières* en période de menstruation ne doivent pas rentrer chez elles parce qu'elles n'avaient ni tampons, ni serviettes. Avec ce postulat, Léonore Porchet espère que *« les règles ne seront plus un tabou et une source de précarité pour les femmes, mais simplement un fait biologique qui trouve une réponse juste et solidaire »*.

Le Parlement écossais vient de voter une loi visant à distribuer gratuitement les produits menstruels dans certains lieux publics, tels les pharmacies, les clubs de jeunesse et les centres locaux. Le coût annuel de la mesure pour l'Écosse est chiffré à environ 30 millions de francs. Avant cette décision pionnière, ce pays proposait déjà du matériel hygiénique gratuit dans toutes les écoles et universités. La Nouvelle-Zélande, ainsi que des villes comme New-York proposent également un tel service public dans les écoles depuis 2018. En Suisse, la question est régulièrement débattue ces dernières années. La proposition a été acceptée à Bâle en novembre 2020 et est déjà en place dans la commune de Tavannes (BE).

SANTÉ SEXUELLE SUISSE est l'organisation faitière des centres de conseil, services d'éducation sexuelle, organisations professionnelles et expert.e.s qui œuvrent dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique pour la mise en œuvre du Programme national VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI). SANTÉ SEXUELLE SUISSE s'engage pour la promotion de la santé sexuelle et le respect des droits sexuels aux niveaux national et international. SANTÉ SEXUELLE SUISSE est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF)

CONTACTS

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Léonore Porchet

Présidente de la Fondation / Conseillère nationale Les Vert.e.s (VD)

leonore.porchet@parl.ch

079 350 67 43

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Barbara Berger

Directrice

barbara.berger@sante-sexuelle.ch

079 333 72 88

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Céline Berset

Responsable Communication

celine.berset@sante-sexuelle.ch

077 527 68 41

LIENS

- <https://www.rts.ch/info/monde/11122631-le-parlement-ecossais-vote-la-gratuite-des-protections-periodiques.html>
- <https://www.rts.ch/play/radio/le-point-j/audio/pourquoi-les-protections-menstruelles-ne-sont-elles-pas-encore-gratuites?id=11404136>